

concerne tous les détails importants et essentiels, il n'y avait lieu de faire aucune modification ultérieure aux dernières propositions françaises.

Force a été au Gouvernement de Sa Majesté Britannique de ne pas partager cette opinion; car il n'a jamais cessé d'exprimer l'avis que les concessions déjà proposées, en ce qui concerne les cotonnades et les lainages, n'étaient pas suffisantes.

En même temps, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, a, dans tout le cours du récent échange de notes et de communications (*pourparlers*), exprimé constamment le désir de faciliter, par tous les moyens en son pouvoir, la prorogation de trois mois du *statu quo*. C'est dans ce but, et afin de répondre aux demandes du Gouvernement français, que, dans ma note du 6 de ce mois, j'ai donné, à ce sujet, les assurances les plus formelles que j'aie pu convenablement donner.

Puisque le Gouvernement français ne paraît pas préparé, de son côté, à répondre à cette avance par une déclaration conforme, en ce qui concerne la prorogation du tarif en vigueur, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique regrette que, dans l'état actuel des choses, les Commissaires britanniques ne puissent pas accepter l'invitation de se réunir à Paris le 22 de ce mois.

J'ai l'honneur, etc.

GRANVILLE.

---

N° 46.

M. CHALLEMEL-LACOUR, Ambassadeur de la République française à Londres,

à M. BARTHÉLEMY-SAINTE-HILAIRE, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, 23 août 1881.

Monsieur le Ministre, les réponses que M. Chamberlain, Président du *Board of Trade*, a faites, hier soir, dans la Chambre des communes, aux questions du baron de Worms et de M. Ashmead-Bartlett, concernant le traité de commerce, n'auront pas échappé, je pense, à votre attention. Elles renferment plusieurs choses à remarquer.

Il en résulte, premièrement, que le Cabinet de Londres ne considère pas les négociations comme rompues, mais comme simplement suspendues. Ce langage est fort différent de celui qui était tenu, il y a quelques jours, par la plupart des journaux et, hier encore, par le *Daily News*.

En second lieu, M. Chamberlain a déclaré n'être pas sans espérer que le Gouvernement français fera de nouvelles propositions qui permettront de reprendre les négociations sous de meilleurs auspices. Ce sont, sans doute, les deux notes parues dans les journaux de Paris, et auxquelles on attribue ici un caractère semi-officiel, qui ont inspiré à M. Chamberlain cette espérance.